

***Sauve-qui-peut* au miroir d'une vie, cinquante ans plus tard**

Par Jacques G. Ruelland

Un objectif n'est rien d'autre qu'un rêve avec une échéance.

Napoleon Hill

En 1964, j'avais 16 ans. Je commençais à m'intéresser à la politique, aux problèmes sociaux et aux systèmes économiques dont on nous donnait quelques rudiments en classe. J'étais fasciné par le socialisme, qui semblait vouloir atténuer la pauvreté, et par le communisme, aussi mystérieux qu'intéressant. J'y trouvais des miettes d'explications aux questions que je me posais de plus en plus souvent sur ma propre condition.

Nous étions très pauvres. Au gré des aléas de la guerre, mes parents avaient émigré de France en Belgique, et j'étais né à Spa en 1948. J'étais le dernier, après ma sœur et mon frère aîné. Mon père nous avait abandonnés et avait laissé ma mère seule avec ses trois enfants.

À l'école, je côtoyais des fils de médecins, d'avocats, de commerçants, dont l'avenir était tracé d'avance : des études, un bon emploi, une vie heureuse. Mais moi, je ne voyais rien. J'aurais vraiment voulu étudier les humanités classiques, mais on m'avait inscrit dans une école technique, en imprimerie. Avec un tel diplôme, je ne pouvais m'inscrire à l'université. Et je ne pouvais m'imaginer vieil imprimeur. Par contre, je rêvais à une carrière de professeur – de français, de littérature ou d'histoire. Mais ce n'était qu'un rêve, et je le savais. Pour me consoler, je voyageais souvent et à peu de frais. Du fait de la proximité de l'Allemagne, je m'y rendais souvent. Aux Pays-Bas également, en Suisse, en Angleterre, ainsi qu'au Luxembourg et en France, où je rendais souvent visite à ma cousine, dans la banlieue de Paris. En 1966, j'étais en Italie, en voyage organisé. En fait, je cherchais un endroit où être heureux. J'avais même pensé à l'Australie.

Du fait que j'étais né de parents français et qu'en Belgique, la loi du sang primait sur la loi du sol, j'étais considéré comme un étranger. Mes copains avaient une carte d'identité verte, alors que la mienne était jaune avec une barre rouge en diagonale. À 18 ans, on me demanda d'opter : devenir Belge ou rester Français. Du fait de mon accent et de la présence de mes amis, je devins Belge – mais je me rendis compte, après coup, que je n'avais obtenu que la « petite » nationalité : je ne pourrais jamais travailler pour l'État belge, devenir facteur, policier, employé des chemins de fer, ni même avocat, juge ou balayeur de rue. J'étais un citoyen de deuxième classe ; seuls mes enfants, quand j'en aurais, naîtraient avec la « grande » nationalité. Ainsi le stipulait la Constitution belge. Cette découverte m'avait profondément déçu ; je me sentais comme trahi, humilié. Rien désormais ne m'empêcherait de m'expatrier.

En 1967, à 19 ans, une belle occasion de venir à Montréal pour l'Expo se présenta. J'avais trouvé à bon marché un vol nolisé par une association : les Amitiés belgo-américaines, qui m'amena à New York et, de là, à Montréal. L'Expo fut déterminante dans ma vie. J'étais certain de pouvoir faire ici, au Canada, tout ce que je rêvais de faire en Europe, en autant que je travaille pour le gagner. Par exemple, je pouvais fréquenter l'université. Le Nouveau Monde était pour moi la promesse d'une nouvelle vie. Mais il fallait encore que j'attende d'avoir 21 ans, l'âge de la majorité en Belgique à ce moment.

En attendant, en 1968, je voulais absolument répondre à toutes mes questions au sujet du socialisme et du communisme. Après un long périple en Yougoslavie, en Bulgarie, en Grèce et en Turquie d'Europe, j'étais revenu complètement écœuré par ce que j'avais vu. J'étais à Sophia lorsque les chars russes avaient envahi Prague. Ce qui avait suivi, la panique parmi les touristes et la désinformation grossière dans les journaux bulgares au sujet de ce qui se passait en Tchécoslovaquie m'avaient révélé que les régimes sociopolitiques de ces pays n'avaient rien à voir avec le marxisme, le socialisme ou le communisme, qui m'apparaissaient désormais comme des utopies. C'était le temps où l'on m'avait demandé d'écrire des comptes rendus de conférences techniques dans le journal du collège que je fréquentais. L'écriture était ma force, ainsi que les langues étrangères. Outre le français, nous

devions tous étudier le néerlandais, l'allemand et l'anglais. Moi, j'avais décidé d'apprendre en plus le latin, le grec ancien, le russe et un peu de bulgare ! Mais j'étais nul en maths et en dessin, et franchement médiocre dans les cours techniques.

Le 14 août 1969, je devins majeur et renouvelais ce jour-là mon passeport. Avec l'accord de ma mère, je vendis une partie de mes affaires et fis les démarches pour immigrer au Canada. Le 29 septembre 1969, je débarquais à Montréal en tant qu'immigrant reçu, détenteur de mon diplôme de technicien en imprimerie. C'était un dimanche. Il pleuvait légèrement et il faisait frais. Le lendemain matin, je me rendis à la Manpower, le bureau fédéral d'emploi, et j'obtins immédiatement un emploi. Le mercredi 2 octobre 1969, je commençais à travailler comme correcteur d'épreuves dans une imprimerie.

En arrivant, la première chose qui me frappa fut l'importance de bien connaître l'anglais et le français : en imprimerie, c'était primordial. Je parlais déjà l'anglais assez bien, mais je m'inscrivis à des cours à McGill, où j'obtins rapidement un certificat et surtout une certaine assurance dans la lecture et l'écriture de l'anglais.

Un jour, un copain me dit que le quartier où il habitait, Milton Park, vivait un drame : on expropriait de force des locataires de logements sociaux, on détruisait les maisons à loyers modiques et on construisait à leur place de luxueuses tours d'habitation destinées aux médecins de l'Hôpital Royal Victoria et aux professeurs de l'Université McGill. C'était la *gentrification* du quartier. Les associations communautaires s'étaient regroupées dans un immeuble, le *University Settlement*, rue Saint-Urbain, et y entretenaient un petit journal nommé *Up to the neck (Jusqu'au cou)*, mais elles cherchaient quelqu'un pour s'occuper de la version française. C'est ainsi que je devins directeur de journal au début de 1970. Le nom français de la feuille ne me plaisait pas trop. Du fait que je ne comprenais pas encore assez profondément les problèmes particuliers de ce quartier, je pensais donner à ma participation à ce journal une allure plus théorique. Ainsi naquit *Sauve-qui-peut*, un hebdomadaire dirigé, écrit en partie et imprimé par moi et distribué gratuitement dans le quartier Milton Park.

Au Québec, les années 1960 avaient été marquées par l'idéologie de la participation à la vie sociale. Mais les années 1970 correspondaient à une grande désillusion : les constats d'échecs de la stratégie d'animation sociale de la décennie précédente en étaient la cause. Alors que l'Église catholique gérait entièrement la vie sociale, la Révolution tranquille, en se débarrassant de toutes les structures religieuses, avait jeté le bébé avec l'eau du bain : les citoyens n'étaient pas prêts à recréer d'eux-mêmes des institutions durables assurant leur participation organisée à la vie sociale.

L'écart entre les rêves de grande prospérité nationale, en dehors des cadres de l'Église, et la réalité concrète, transformait progressivement le discours conciliant des groupes populaires en discours radical. On assistait à la naissance de partis de gauche, notamment, à Montréal, le Front d'action politique (FRAP). De l'animation sociale, les comités de citoyens passaient à l'action politique et revendiquaient des ressources autogérées répondant mieux aux besoins et aux aspirations de la population qui voulait absolument se prendre en charge et exercer un contrôle sur ces services.

Les activités d'animation sociale allaient progressivement se transformer en services autogérés. C'est directement dans ce sens que le gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau mettait sur pied des programmes d'aide aux groupes communautaires, comme Perspectives Jeunesse ou les Projets d'Initiatives Locales (PIL). Avec mon ami, je réunis un groupe de sept autres jeunes chômeurs et assistés sociaux (dont une jeune femme) et je leur proposai de faire une demande de subvention pour eux, les huit jeunes en quête d'emploi. Nous étions parmi les premiers demandeurs dans le programme PIL et une subvention couvrant les salaires de huit personnes à plein temps (le salaire minimum s'élevait alors à 1,35 \$/h) nous fut facilement accordée pour 6 mois. J'étais le seul du groupe à travailler pour un autre employeur (je gagnais 1,50 \$/h – une fortune !), et je ne figurais pas sur la liste de paye, quoique je fusse en charge du projet.

En six mois, d'avril à septembre 1970, nous avons sorti 24 numéros de format légal (8.5 x 14") ; 20 de ceux-ci avaient 8 pages ; 4 autres avaient 16 pages, toutes imprimées recto/verso, évidemment, et agrafées sur le long côté.

Au printemps de 1970, les troubles sociaux s'amplifiaient. Le Front de libération du Québec (FLQ) multipliait ses coups d'éclat. Nous avons décidé d'être prudents et de signer nos articles de pseudonymes aux consonances latino-américaines : Baravio San Luis, Pedro San Antonio, etc., très à la mode à l'époque de Pablo Neruda et de Salvador Allende (tous deux morts en 1973).

J'écrivais de virulentes diatribes contre le régime capitaliste qui justifiait les expulsions de pauvres de leurs logis ; je soulignais son odieuse nécessité d'avoir un sous-prolétariat, en dépit de toute justice sociale ; je tentais d'expliquer la théorie marxiste du travail, alors que la morale judéo-chrétienne présentait celui-ci comme un moyen d'épanouissement de l'être humain. Mes collaborateurs, moins théoriciens que moi, faisaient des enquêtes, des sondages, décrivaient des cas particuliers. Notre collaboratrice, ardente féministe, s'occupait avec passion des problèmes des femmes du quartier. Je me souviens en particulier d'un de ses articles, aux accents déchirants, qui décrivait le désarroi d'une mère célibataire élevant seule ses trois enfants... Nous avions aussi des mots croisés, des citations, des blagues, des caricatures et tout ce qui faisait un vrai journal, en plus de présenter la traduction des principaux textes d'*Up to the neck*. De son côté, le journal anglophone, beaucoup moins fourni que le nôtre, ne présentait aucune traduction de nos articles. Cette situation allait nous servir sous peu.

Les gens du quartier s'arrachaient littéralement notre feuille de chou. Nous tirions à 200 exemplaires : *Up to the neck* ne nous donnait du papier et de l'encre que pour 200 exemplaires car, lui aussi, tirait à 200, mais n'avait que 4 pages. Les plaques offset dont nous nous servions sur la petite presse Gestetner du *Settlement* étaient le plus souvent à mes frais. À cette époque, j'étais *cameraman offset* chez Photo Couleurs Offset, et mon patron, sympathique à notre cause, me laissait faire mes plaques et souvent me les donnait pour nous soutenir.

Au fur et à mesure que le ton montait entre les gouvernements et le FLQ, il devenait plus évident que nous nous mettions en danger. En automne 1970, la proclamation de la loi des mesures de guerre valut à cinq membres du groupe une perquisition de leur domicile et une arrestation.

Baravio fut le moins chanceux : il resta enfermé durant trois mois, sans accusation et sans procès. Un autre membre sortit du quartier général de la police, rue Parthenais au bout de trois heures. Chez lui comme chez les autres, les flics avaient pour instruction de saisir tous les livres dont le titre comportait le suffixe « isme » ; ainsi, ils embarquaient indistinctement des livres sur le marxisme, le socialisme, le cubisme, l'impressionnisme et le féminisme ! Mais ils laissaient ceux qui comprenaient en titre des noms comme Marx, Allende, Picasso, Renoir et de Beauvoir ! C'était à mourir de rire ! Malheureusement, tous ces livres furent détruits par ces ignares, et personne n'a jamais rien pu réclamer. Baravio pleurait parce qu'il avait ainsi perdu un magnifique livre sur le cubisme offert par sa grand-mère pour son anniversaire, peu de temps avant son décès ; il disait que sa grand-mère était morte deux fois.

Et moi ? Je fus parmi ceux à ne pas avoir été identifiés par la police. Aucun de mes compagnons n'avait trahi les autres. J'habitais loin de Milton Park, dans le quartier Ahuntsic, près de mon travail et de la station de métro Sauvé. Je me terrais afin de ne nuire à personne. Les flics finirent par croire que je n'existais pas vraiment, car les noms n'étaient pas toujours les mêmes dans chaque numéro du journal : nous avions plusieurs pseudonymes des deux sexes. *Up to the neck* reçut la visite de ces messieurs mais pas *Sauve-qui-peut*. Nous utilisions les locaux de nos amis anglophones, mais nous ne laissions rien traîner afin qu'ils puissent utiliser les lieux sans problème après notre passage. Et il n'y avait aucun inventaire de *Sauve-qui-peut* : tous les exemplaires étaient distribués, nulle trace du journal au *Settlement*, même si son adresse officielle s'y trouvait ; en fait, Baravio avait quelques documents chez lui, rue de Mentana, et les transportait au besoin.

Dès la fin septembre, j'avais fait passer le mot d'ordre de se débarrasser des exemplaires que chacun pouvait avoir chez soi, mais tous n'avaient pas suivi cette consigne... eux seuls durent répondre à des questions relatives au journal. Les flics étaient incapables de mettre un nom réel sur un pseudonyme et ils n'en avaient pas le temps : ils étaient dépassés par tous les événements et le nombre incroyable d'informations à traiter, sans compter que le cas de *Sauve-qui-peut* était somme toute mineur dans l'océan de problèmes bien plus graves comme l'enlèvement, en

octobre 1970, de James Cross et, un peu plus tard, l'assassinat de Pierre Laporte. Dans ce contexte, *Sauve-qui peut* faisait figure de gaminerie.

Que reste-t-il de *Sauve-qui-peut* cinquante ans plus tard ? Rien. Je me suis débarrassé en septembre 1970 de tout ce qui le concernait. Le projet ne vécut que six mois, une durée de vie proportionnelle aux subventions du PIL, mais aussi parce qu'il devenait urgent de fermer boutique et de se tenir coi. Lorsque les flics débarquèrent chez cinq membres du groupe, le journal venait de cesser de vivre.

Sauve-qui-peut s'était exactement inscrit dans la mouvance sociale de son temps. Il avait servi d'exutoire à des jeunes scandalisés par l'attitude injuste des autorités municipales à l'endroit des pauvres. Mais l'appareil gouvernemental reprenait le dessus. Les groupes communautaires devenaient inutiles là où le gouvernement installait des ressources, des CLSC, des cliniques, des institutions, des lois sociales. Lorsque les maisons à loyers modiques de Milton Park furent démolies et les tours construites, *Up to the neck*, obsolète et sans objet, mourut dans l'oubli.

Nous avons tous changé. Le groupe s'était dispersé, mais j'en avais eu des nouvelles. Baravio n'avait pas supporté son emprisonnement et, à son retour, il fit une dépression nerveuse qui l'amena durant plusieurs années dans un asile psychiatrique. Margarita Tequila, un des garçons, avait entamé des études de droit. Oscar Aires, la fille du groupe, s'était mariée et avait repris ses études de sociologie à l'UQAM. Le talentueux caricaturiste du journal faisait maintenant carrière dans un grand quotidien montréalais. Je revis un jour Pedro sur la rue Ontario : c'était un clochard. Pour les autres, je ne sais pas.

Cela rappelait beaucoup ce qui s'était passé en Belgique. Nous avons été les neuf mêmes étudiants en imprimerie durant 6 ans. Mais seul Philippe était resté imprimeur : son père était directeur des Éditions Marabout. Tous les autres avaient changé de métier : Jules dans les assurances ; Dominique, professeur de dessin technique ; Jean-Marie, juge ; François G, commissaire de police ; Michel, colonel dans l'armée belge ; Jean-Pol, informaticien ; François L, sous-directeur de banque ; moi, professeur de philosophie et d'histoire.

En 1969, l'UQAM était née ; une grève n'attendait pas l'autre. Les groupes de pression étaient partout. En entrant dans le pavillon Read, rue de La Gauchetière, on était chaque jour accueilli à gauche par les marxistes-léninistes, à droite par les trotskystes et au fond par les maoïstes, qui criaient les uns plus fort que les autres en brandissant des pancartes. Il était difficile de ne pas recevoir un panonceau en pleine gueule. En suivant les cours de marxisme (inévitables à l'UQAM !), mes sympathies allaient plutôt vers les marxistes-léninistes ; dans le fond, tel Monsieur Jourdain, j'étais marxiste-léniniste sans le savoir, même si j'avais détesté ce que j'avais vu dans les Balkans.

Après mon baccalauréat, j'entamai la maîtrise en épistémologie en 1978 et l'on me proposa un poste de professeur de philosophie. Je sautai sur l'occasion. J'entrai en classe le 15 janvier 1979 et y restai 31 ans. Je songeais alors qu'il n'y a qu'un seul pays au monde où l'on peut faire ce genre de saut périlleux dans la vie : c'est ici, au Québec, où j'ai été accueilli à bras ouverts par un peuple rieur épris de liberté. Je changeais de métier et de classe sociale, et je réalisais mon rêve d'adolescent. J'étais payé pour dire ce que je savais et, particulièrement en philosophie, ce que j'éprouvais.

En 1975, je m'étais empressé de devenir citoyen canadien. En 1969, il fallait attendre 5 ans pour le demander. Je compris alors pourquoi beaucoup de néo-Canadiens étaient fédéralistes : nous prêtons tous un serment d'allégeance à la reine, ce qui n'est pas le cas des Canadiens nés ici. Ce serment nous suit toute la vie, et nous ne pouvons le trahir en adoptant des points de vue contraires à l'unité du pays qui nous a si bien accueillis.

Finalement, j'ai fait ici tout ce que je voulais. J'ai voulu vivre librement, sans attache institutionnelle contraignante, sans me sur-spécialiser, sans trahir ou réfréner mes aspirations profondes. Maintenant retraité du Collège et de l'Université, 50 ans après mon arrivée, j'occupe mon temps en commissionnant des expositions, en donnant des conférences, en écrivant (je viens de publier mon 50^e livre) et, comme toujours, en me disant que, si Fontenelle enseigne que le bonheur est d'être satisfait de ce que l'on a et de ce que l'on est, le bonheur vient de soi-même ;

pour être heureux, il faut s'imaginer heureux, c'est ce qu'enseigne Camus dans *Le Mythe de Sisyphe* : « il faut imaginer Sisyphe heureux ». Sans sens et sans bonheur, la vie ne vaut rien, mais ici, quiconque peut construire son avenir heureux. Étais-je heureux avec *Sauve-qui-peut* ? Oui. Le serais-je encore aujourd'hui ? Non, parce que les temps et moi-même avons changé, et c'est très bien ainsi.

Biographie

Jacques G. Ruelland, ancien typographe, B.A. (philo.), M.A. (philo.), M.A. (hist.), M.A. (muséologie), Ph.D. (hist. des sciences), a enseigné la philosophie au Collège Édouard-Montpetit (1979-2010), l'histoire et la muséologie au Département d'histoire de l'Université de Montréal (1988-2018). Il a signé ou co-signé 50 livres (des essais de philosophie, d'histoire, et de littérature), environ 150 articles dans des revues arbitrées, deux romans, des nouvelles et des poésies. Retraité depuis 2018, il commissionne des expositions à caractère historique dans diverses institutions.